ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 9 octobre 1963, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux bonifications d'ancienneté pour études supérieures faites avant la formation d'officier", a donné le 29 octobre 1963 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 9e oktober 1963 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de anciënniteitsbijslagen voor hogere studies gedaan vóór de vorming van officier", heeft de 29e oktober 1963 het volgend advies gegeven :

Le projet est pris en exécution de l'article 37 de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve.

Cet article n'ayant pas été modifié par la loi du 26 juillet 1962, il y a lieu de rédiger le premier alinéa du préambule de la manière suivante :

"Vu la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve, notamment l'article 37;".

\+ +

Le projet n'apportant aucune modification à l'arrêté royal du 4 décembre 1962, cet arrêté ne doit pas être visé dans le préambule.

\+

\+ +

Suivant l'article 1er du projet, une bonification d'ancienneté est accordée aux officiers qui, avant d'entamer leur formation d'officier,"étaient porteurs d'un des titres d'enseignement supérieur de candidat, licencié, agrégé, docteur, ingénieur, ingénieur technicien".

Il résulte de cette disposition que seules peuvent entrer en compte dans le calcul de la bonification, les années d'études nécessaires pour arriver à obtenir un des titres indiqués.

.../...

Cette interprétation est cependant contredite par le paragraphe 2 du même article, qui précise que "la bonification d'ancienneté est égale au nombre d'années d'études terminées avec succès, à compter à partir de la deuxième année. Elle ne peut en aucun cas dépasser quatre années".

L'officier délégué du Ministre de la Défense nationale a précisé les intentions véritables du Gouvernement. Celui-ci entend faire compter dans le calcul de la bonification toutes les années d'études suivies avec succès dans les établissements prévus à l'article 2, § 1er, 1° et 2°, à la condition que l'officier ait terminé au moins deux années, ce qui donne habituellement un diplôme de candidat; ces années ne comptent qu'à partir de la deuxième année. Le Gouvernement a également l'intention de permettre le cumul de bonifications avec un maximum de quatre années pour les officiers qui auraient suivi avec succès des études différentes, à la condition que ces études n'aient pas été suivies simultanément.

Le Gouvernement, enfin, n'entend tenir compte du diplôme d'ingénieur technicien que dans la mesure où l'officier a réellement ce diplôme.

Pour répondre à ces intentions, il est suggéré de rédiger les articles 1er et 2 de la manière suivante :

"Article 1er.-

§ 1er. Bénéficient d'une bonification d'ancienneté pour leur nomination au grade de capitaine, les officiers de carrière dont il est question à l'article 37, alinéa 1er, 1°, de la loi du 1er mars 1958 et qui, avant

.../...

d'entamer leur formation d'officier, étaient porteurs d'un diplôme ou certificat délivré après au moins deux années d'étude :

- soit par une université, une école annexée à l'universit ou un établissement assimilé par la loi à l'université;
- soit par un institut supérieur de commerce organisé, reconnu ou subventionné par l'Etat;
- soit par le jury central pour la collation des grades académiques, le jury central pour la collation du diplôme de candidat et de licencié en sciences commerciales et d'ingénieur commercial ou par le jury central pour la collation du grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour les sciences commerciales.

§ 2. Le même avantage est accordé dans les mêmes conditions aux officiers qui, avant d'entamer leur formation d'officier, étaient porteurs du diplôme ou certificat d'ingénieur technicien.

Article 2.-

Les études faites à l'étranger donnent lieu à une bonification d'ancienneté sur base de la durée des études qui y correspondent en Belgique :

1° lorsque l'équivalence totale des diplômes ou certificats étrangers a été reconnue conformément aux dispositions des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires;

2° lorsque, s'agissant d'études dont l'équivalence ne peut être reconnue en vertu desdites lois, l'assimilation aura été reconnue avec les autres études prévues à l'article 1er par le Ministre de la Défense nationale, sur avis du Ministre de l'Education nationale et de la Culture;

.../...

Article 3.-

§ 1er. La bonification d'ancienneté prévue à l'article 1er, § 1er, est égale au nombre d'années d'études terminées avec succès à compter à partir de la deuxième année.

Les années d'études passées en vue de l'obtention de diplômes ou certificats dans des matières différentes peuvent se cumuler dans la mesure où elles n'ont pas été suivies simultanément.

La bonification ne peut, en aucun cas, dépasser quatre années.

§ 2. La bonification d'ancienneté prévue à l'article 1er, § 2, est de quatre années".

\+ +

Le numérotage des articles suivants devra être modifié.

\+

\+ +

L'article 3 du projet dispose :

"La demande tendant à obtenir la bonification d'ancienneté prévue à l'article 1er doit être introduite par les intéressés suffisamment à temps pour que la bonification accordée puisse atteindre le maximum de ses effets, l'effet rétroactif dans la promotion étant exclu.

.../...

Elle doit être appuyée d'une copie certifiée conforme du diplôme ou du certificat allégué".

Cet article fixe une condition à l'octroi de la bonification; l'officier intéressé doit en faire la demande. Il ne précise pas les conséquences qui seraient attachées au retard apporté à l'introduction de cette demande. Il résulte des intentions du Gouvernement telles qu'elles ont été précisées par l'officier délégué du Ministre, que la bonification sera diminuée en proportion du retard apporté à l'envoi de la demande.

Pour répondre à ces intentions du Gouvernement, il y aurait lieu de rédiger l'article 3 du projet, qui deviendrait l'article 4, de la manière suivante :

"Article 4.-

L'octroi de la bonification prévue aux articles 1er et 2 est subordonné à une demande introduite par les intéressés.

Cette demande doit parvenir au Ministre de la Défense nationale dans un délai tel que la bonification accordée puisse atteindre le maximum de ses effets, la rétroactivité d'une promotion étant exclue.

Si la demande n'est pas introduite dans ce délai, la bonification sera diminuée en proportion du retard apporté à l'envoi de la demande.

La demande doit être appuyée d'une copie certifiée conforme du diplôme ou du certificat allégué".

\+ +

.../...

L'arrêté royal du 26 août 1935, que le projet abroge en son article 6, n'exigeait aucune demande de la part des intéressés. On peut, dès lors, se poser la question de savoir si l'article 3 du projet n'appelle pas nécessairement certaines mesures transitoires :

1° pour les officiers qui peuvent bénéficier d'une bonification d'ancienneté et qui ne sont plus dans les délais utiles pour pouvoir obtenir la bonification complète;

2° pour les officiers qui, sous l'empire de l'arrêté royal du 26 août 1935, pouvaient obtenir une bonification de moindre importance que celle prévue au projet.

On peut également se demander si une disposition transitoire ne serait pas nécessaire pour couvrir le cas des officiers qui, en vertu du projet, peuvent bénéficier d'une bonification alors que sous l'empire de l'arrêté royal du 26 août 1935, ils ne pouvaient pas en obtenir.

Si des cas de ces espèces existent, il y aurait sans doute lieu d'assortir le projet des dispositions transitoires nécessaires.

\+

\+ +

L'article 5 du projet est rédigé comme suit :

"Les officiers médecins, pharmaciens et dentistes recrutés alors qu'ils étaient déjà porteurs du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements, de pharmacien ou de licencié en sciences dentaires, pourront être nommés au grade de capitaine en même temps

.../...

que les officiers de leur corps ayant fait partie de la promotion de l'Ecole royale du service de santé qu'ils ont été appelés à compléter.

Ils seront classés pour l'avancement ultérieur immédiatement après ces officiers".

On peut se demander si, dans la réalité, une telle disposition n'aura pas pour effet d'accorder une bonification d'ancienneté aux officiers qu'elle vise, non seulement pour l'accession au grade de capitaine, comme le stipule l'article 37 de la loi du 1er mars 1958, mais également pour l'accession au grade de lieutenant.

L'annuaire des officiers du service de santé révèle, en effet, que l'officier médecin qui a fait ses études universitaires comme élève de l'Ecole du service de santé, reste sous-lieutenant pendant cinq années (période durant laquelle il est commissionné à ce grade). A l'issue de cette période il est nommé sous-lieutenant avec effet à la date de la commission .

Il est enfin nommé lieutenant deux ans après.

Dès lors, pour que la bonification prévue par l'article 5 du projet puisse avoir plein effet, il faudrait, semble-t-il, non seulement qu'elle soit accordée pour l'accession au grade de capitaine mais qu'elle permette également de diminuer le temps passé normalement dans les grades de sous-lieutenant et de lieutenant.

.../...

Si l'article 5 du projet avait cette conséquence, il serait contraire à l'article 37 de la loi du 1er mars 1958. Seule une modification apportée à la loi pourrait permettre d'accorder une bonification pour l'accession aux divers grades d'officier subalterne.

Het ontwerp is vastgesteld ter uitvoering van artikel 37 van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren.

Dat artikel is niet gewijzigd door de wet van 26 juli 1962 en het eerste lid van de aanhef dient dan ook als volgt te worden gelezen :

"Gelet op de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren, inzonderheid op artikel 37;".

\+

\+ +

Het ontwerp brengt geen wijziging aan in het koninklijk besluit van 4 december 1962, dat dan ook niet in de aanhef hoeft te worden vermeld.

\+

\+ +

Volgens artikel 1 van het ontwerp wordt een anciënniteitsbijslag toegekend aan officieren "die, vooraleer hun vorming van officier aan te vangen, houder waren van één der titels van het hoger onderwijs van kandidaat, licentiaat, geaggregeerde, doctor,ingenieur, technisch ingenieur".

Uit die bepaling volgt, dat voor de berekening van de bijslag alleen in aanmerking komen de jaren studie die nodig waren om een van de opgegeven titels te behalen.

.../...

Die interpretatie wordt echter tegengesproken door § 2 van hetzelfde artikel, waarin wordt gezegd : "De anciënniteitsbijslag is gelijk aan het aantal, met goed gevolg, beëindigde studiejaren, te tellen vanaf het tweede jaar. Ze mag in geen geval vier jaar te boven gaan"

De gemachtigde officier heeft de ware bedoeling van de Regering toegelicht, namelijk, dat voor de berekening van de bijslag alle studiejaren meetellen die met goed gevolg doorgemaakt zijn in de inrichtingen bedoeld in artikel 2, § 1, 1° en 2°, op voorwaarde dat de officier ten minste twee studiejaren voltooid heeft, dus, doorgaans, een kandidaatsdiploma bezit; die jaren tellen slechts vanaf het tweede jaar. De Regering wil ook het cumuleren van bijslagen, met een maximum van vier jaar, toestaan voor officieren die met goed gevolg maar niet gelijktijdig verschillende studiën hebben gevolgd.

Ten slotte wil de Regering het diploma van technisch ingenieur alleen in aanmerking nemen voor zover de officier dat diploma werkelijk bezit.

Ten einde die bedoelingen weer te geven, stelle men de artikelen 1 en 2 als volgt :

"Artikel 1.-

§ 1. Voor hun benoeming tot kapitein krijgen een anciënniteitsbijslag, de beroepsofficieren bedoeld in artikel 37, eerste lid, 1°, van de wet van 1 maart 1958 die, alvorens hun officiersopleiding te beginnen, in het bezit waren van een diploma of getuigschrift, na ten minste twee jaar studie afgegeven :

.../...

- ofwel door een universiteit, een aan de universiteit verbonden school of een door de wet met de universiteit gelijkgestelde inrichting ;
- ofwel door een hoger handelsinstituut, door de Staat ingericht, erkend of gesubsidieerd ;
- ofwel door de centrale examencommissie voor het toekennen van de academische graden, de centrale examencommissie voor het toekennen van het diploma van kandidaat en van licentiaat in de handelswetenschappen en van handelsingenieur, of de centrale examencommissie voor het toekennen van de graad van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs voor de handelswetenschappen.

§ 2. Hetzelfde voordeel wordt onder dezelfde voorwaarden verleend aan officieren die, alvorens hun officiersopleiding te beginnen , in het bezit waren van het diploma of getuigschrift van technisch ingenieur.

Artikel 2.-

Voor in het buitenland gedane studiën wordt een anciënniteitsbijslag toegekend op basis van de duur der studiën die daarmede in België overeenstemmen :

1° wanneer de algehele gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's of getuigschriften erkend is overeenkomstig de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma der universitaire examens ;

2° wanneer, terzake van studiën waarvan de gelijkwaardigheid niet kan worden erkend op grond van die wetten, de gelijkstelling met de andere in artikel 1 bedoelde studiën door de Minister van Landsverdediging erkend is op advies van de Minister van Nationale Opvoeding en Cultuur.

.../...

Artikel 3.-

§ 1. De in artikel 1, § 1, bedoelde anciënniteitsbijslag is gelijk aan het aantal met goed gevolg vo tooide studiejaren, te rekenen vanaf het tweede jaar.

De studiejaren die doorgemaakt zijn om diploma's of getuigschriften te behalen in verschillende vakken, mogen worden gecumuleerd voor zover ze niet gelijktijdig zijn gevolgd.

De bijslag mag in geen geval hoger gaan dan vier jaar.

§ 2. De in artikel 1, § 2, bedoelde anciënniteitsbijslag bedraagt vier jaar".

\+ +

De volgende artikelen moeten worden vernummerd

\+

\+ +

Artikel 3 van het ontwerp bepaalt :

"Aangezien bij de bevordering de terugwerkende kracht wordt uitgesloten en opdat de toegestane bijslag zijn maximum uitwerking zou kunnen bereiken, moet de aanvraag om de bij artikel 1 voorziene anciënniteitsbijsla te bekomen door belanghebbenden tijdig worden ingediend.

Zij moet gestaafd worden door een gelijkvormig verklaard afschrift van het aangevoerde diploma of getuigschrift".

.../...

Dit artikel stelt een voorwaarde voor het toekennen van de anciënniteitsbijslag ; de betrokken officier moet erom verzoeken. Het artikel zegt echter niet welke de gevolgen zijn wanneer de aanvraag te laat wordt ingediend. Naar de gemachtigde officier heeft medegedeeld, ligt het in de bedoeling van de Regering de bijslag te verminderen naar verhouding van de vertraging bij het inzenden van de aanvraag.

Om die bedoeling van de Regering tot uitdrukking te brengen, stelle men artikel 3 van het ontwerp, dat artikel 4 wordt, als volgt :

"Artikel 4.-

Willen de belanghebbenden de in de artikelen 1 en 2 bedoelde anciënniteitsbijslag verkrijgen, dan moeten zij daartoe een aanvraag indienen.

Die aanvraag moet bij de Minister van Landsverdediging toekomen binnen zodanige termijn, dat de toegekende bijslag de maximale uitwerking kan hebben, met dien verstande dat een bevordering niet kan terugwerken.

Is de aanvraag niet binnen die termijn ingediend, dan wordt de bijslag verminderd naar verhouding van de vertraging bij het inzenden van de aanvraag.

De aanvraag moet worden gestaafd door een voor eensluidend verklaard afschrift van het aangevoerde diploma of getuigschrift.

\+ +

.../...

Het koninklijk besluit van 26 augustus 1935, dat in artikel 6 van het ontwerp wordt opgeheven, eiste geen aanvraag vanwege de betrokkenen. Derhalve kan de vraag worden gesteld of artikel 3 van het ontwerp niet noodzakelijk een aantal overgangsmaatregelen vereist :

1° voor officieren die in aanmerking komen voor een anciënniteitsbijslag, maar niet meer binnen zodanige termijnen vallen dat zij volledige bijslag kunnen krijgen ;

2° voor officieren die onder de gelding van het koninklij besluit van 26 augustus 1935 een geringere bijslag dan die van het ontwerp konden krijgen.

Een andere vraag is of geen overgangsbepaling nodig is om te voorzien in het geval van officieren die krachtens het ontwerp wel, maar krachtens de regeling van het koninklijk besluit van 26 augustus 1935 niet voor bijslag in aanmerking komen.

Indien er zulke gevallen bestaan, zouden in het ontwerp wellicht de nodige overgangsbepalingen moeten worden ingevoegd.

x x

Artikel 5 van het ontwerp luidt als volgt :

"De officieren geneesheren, -apothekers en -tandartsen aangeworven toen ze reeds houder waren van het diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde, van apothekers of licentiaat in de tandheelkunde, zullen tot de graad van kapitein kunnen benoemd worden terzelfdertijd als de officieren van hun korps die deel uitgemaakt hebben van de promotie van de Koninklijke School van de gezondheidsdienst die zij dienden aan te vullen.

.../...

Voor de nakomende bevordering zullen zij onmiddellijk na deze officieren gerangschikt worden".

Heeft zulk een bepaling in feite niet tot gevolg, dat aan de betrokken officieren een anciënniteitsbijslag wordt toegekend voor de overgang, niet alleen naar de rang van kapitein, zoals bepaald is in artikel 37 van de wet van 1 maart 1958, maar ook naar de rang van luitenant ?

Uit het jaarboek van de officieren van de gezondheidsdienst blijkt immers, dat de officier-geneesheer die zijn universitaire studiën heeft gedaan als leerling van de school van de gezondheidsdienst, vijf jaar lang (dat is de tijd dat hij in die graad is aangesteld) onderluitenant blijft ; na verloop van die tijd wordt hij tot onderluitenant benoemd met uitwerking op de dag van de aanstelling. Twee jaar later ten slotte wordt hij tot luitenant benoemd.

Opdat de in artikel 5 van het ontwerp bedoelde bijslag volkomen uitwerking kan hebben, lijkt hij niet alleen te moeten worden toegekend voor de overgang naar de rang van kapitein, maar het ook mogelijk te moeten maken de normaal als onderluitenant en luitenant doorgebrachte tijd in te korten.

Mocht artikel 5 zodanig gevolg hebben, dan zou het strijdig zijn met artikel 37 van de wet van 1 maart 1958. Alleen door wetswijziging zou het mogelijk worden, een bijslag toe te kennen voor de overgang naar de onderscheiden rangen van lager officier.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS,	premier président,	
de Heren :	eerste voorzitter,	
G.HOLOYE,	conseillers d'Etat,	
J.MASQUELIN,	raadsheren van State,	
J.ROLAND,	assesseurs de la section de législation,	
J.DE MEYER,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
G.DE LEUZE,	greffier adjoint,	greffier.
	adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.F.REMION, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.F.REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, — LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. — (s.) J.SUETENS.